



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DES BOUCHES-DU-RHÔNE

SOUS-PREFECTURE D'ARLES

**BUREAU DU CONTRÔLE DE
LEGALITE ET DU DEVELOPPEMENT
DU TERRITOIRE**

**POLE DEPARTEMENTAL DE
TUTELLE DES ASSOCIATIONS
SYNDICALES DE PROPRIETAIRES**

ARRETE PREFECTORAL du 18 Février 2011

procédant d'office aux modifications statutaires nécessaires à la mise en conformité des statuts de l'association syndicale autorisée d'assainissement du bassin de la Chapelette à Saint Martin de Crau avec les dispositions de l'ordonnance n° 2004-632 du 1er juillet 2004 et du décret n° 2006-504 du 3 mai 2006

**Le Préfet de la Région Provence - Alpes - Côte d'Azur,
Préfet des Bouches du Rhône**

**Chevalier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'Ordre National du mérite**

VU l'ordonnance n° 2004-632 du 1er juillet 2004 relative aux associations syndicales de propriétaires, notamment l'article 60

VU le décret d'application n° 2006-504 du 3 mai 2006 portant application de l'ordonnance précitée, notamment l'article 102

VU l'arrêté préfectoral du 23 mars 1966 portant création de l'association syndicale autorisée d'assainissement du bassin de la Chapelette à Saint Martin de Crau

VU le courrier préfectoral du 1er décembre 2008 de mise en demeure de procéder à la mise en conformité des statuts de l'association syndicale autorisée d'assainissement du bassin de la Chapelette sous un délai de trois mois

VU Le courrier du 4 Février 2011 concernant le projet d'arrêté de mise en conformité d'office des statuts de l'association syndicale autorisée d'assainissement du bassin de la Chapelette à Saint Martin de Crau

VU L'avis favorable émis le 14 Février 2011 par l'association syndicale autorisée d'assainissement du bassin de la Chapelette à Saint Martin de Crau sur le projet d'arrêté préfectoral de mise en conformité d'office des statuts

VU l'arrêté n° 2010/307-16 du 3 novembre 2010 de Monsieur le Préfet de la Région Provence - Alpes - Côte d'Azur, Préfet des Bouches du Rhône, Chevalier de la Légion d'Honneur, Chevalier de l'Ordre National du Mérite, accordant délégation de signature à Monsieur Pierre CASTOLDI, Sous-Préfet d'Arles

CONSIDERANT que l'association syndicale autorisée d'assainissement du bassin de la Chapelette à Saint Martin de Crau n'a pas mis ses statuts en conformité dans les délais réglementaires

A R R E T E

Article 1er -

Les statuts de l'association syndicale autorisée d'assainissement du bassin de la Chapelette à Saint Martin de Crau sont modifiés d'office afin de les mettre en conformité avec les dispositions de l'ordonnance et du décret susvisés. Les statuts ainsi modifiés sont annexés au présent arrêté

Article 2 -

Les présentes modifications statutaires rendues nécessaires par la réforme du cadre juridique des associations syndicales de propriétaires concernent les seules dispositions devenues non conformes aux nouveaux textes

Article 3 -

Toutes les dispositions contenues dans les anciens statuts qui ne sont pas contraires au nouveau cadre juridique doivent être conservées

Article 4 -

Les présents statuts réglementairement mis en conformité seront modifiés ultérieurement pour tenir compte des restructurations en cours des associations syndicales de propriétaires relevant du domaine de compétence du Syndicat Mixte de gestion administrative et financière du pays d'Arles, tant du point de vue de leur fonctionnement administratif et financier que du point de vue périmétral et technique

Article 5 -

Un exemplaire des statuts mis en conformité ainsi que la liste des immeubles compris dans son périmètre sont annexés au présent arrêté

Article 6 -

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de l'Etat et notifié par le Président à chacun des propriétaires de l'association syndicale autorisée pour l'assainissement du bassin de la Chapelette à Saint Martin de Crau Il sera affiché dans chacune des communes sur le territoire desquelles s'étend le périmètre de l'association dans un délai de quinze jour à compter de la date de publication de l'arrêté

Article 7 -

Conformément aux dispositions de l'article R 421-5 du code des juridictions administratives, le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de son affichage dans la mairie concernée

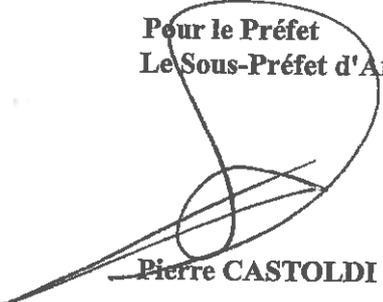
Article 8 -

Le Sous-Préfet d'Arles, le maire de la commune concernée et le président de l'association syndicale autorisée pour l'assainissement du bassin de la Chapelette sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

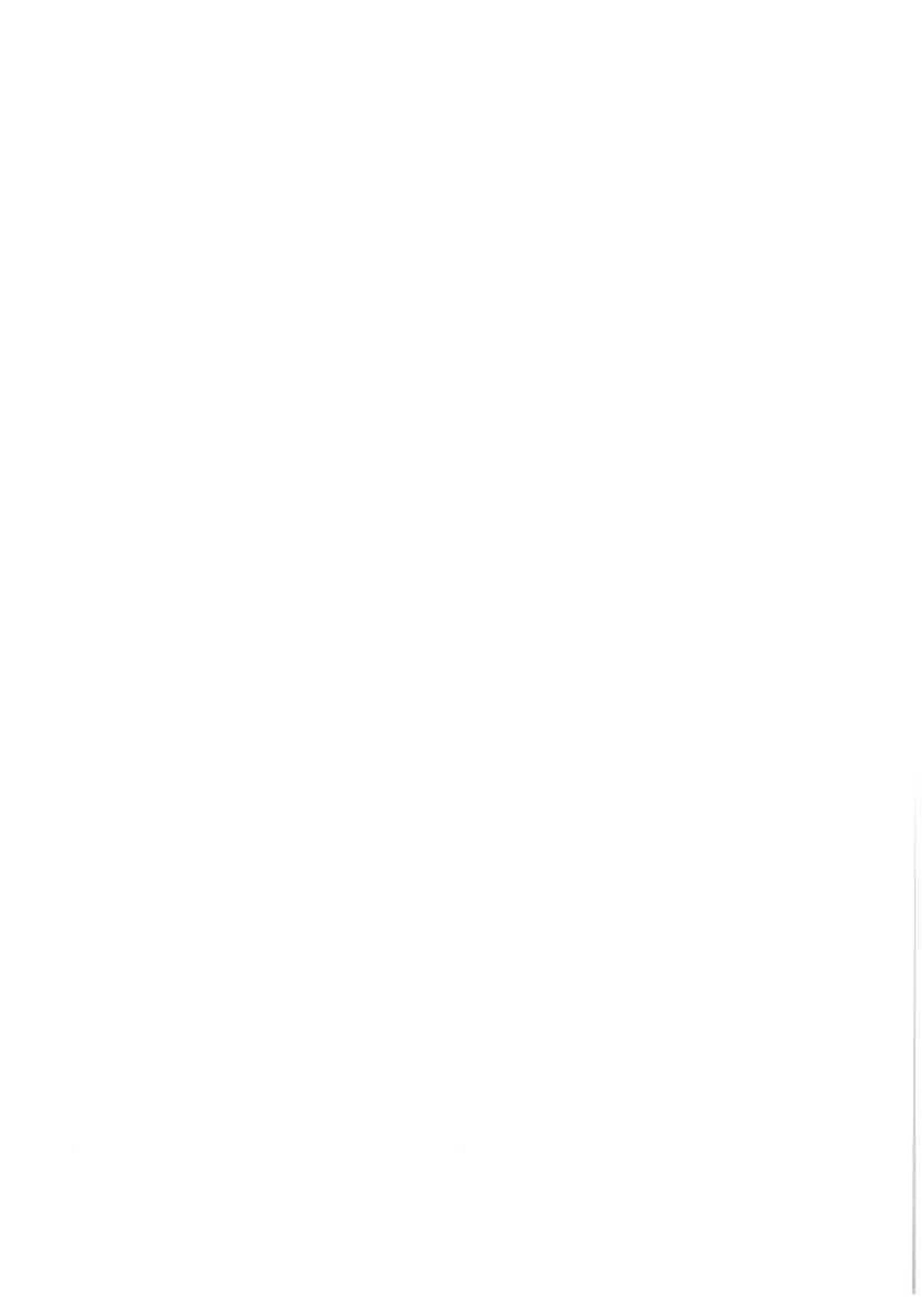
Arles, le 18 Février 2011

LE PREFET

**Pour le Préfet
Le Sous-Préfet d'Arles**



Pierre CASTOLDI



Statuts ASA Assainissement du Bassin de la Chapelette Projet de modification des Statuts – février 2010

Introduction : Historique de l'ASA.....	2
Chapitre 1 : Les éléments identifiants de l'ASA.....	2
Article 1 Constitution de l'Association syndicale.....	2
Article 2 Principes fondamentaux concernant le périmètre syndical.....	2
Article 3 Siège et nom.....	3
Article 4 Objet/Missions de l'Association.....	3
Chapitre 2 : Les modalités de fonctionnement de l'ASA.....	3
Article 5 Organes administratifs.....	3
Article 6 Modalités de représentation à l'Assemblée des Propriétaires.....	3
Article 7 Réunion de l'Assemblée des Propriétaires et délibérations.....	4
Article 8 Attributions de l'Assemblée des Propriétaires.....	4
Article 9 Composition du Syndicat.....	4
Article 10 Nomination du Président et Vice-président.....	5
Article 11 Attributions du Syndicat.....	5
Article 12 Délibérations du Syndicat.....	5
Article 13 Attributions du Président.....	5
Article 14 Commissions d'appel d'offres Marchés publics.....	6
Chapitre 3 : Les dispositions financières.....	7
Article 15 Comptable de l'Association.....	7
Article 16 Voies et moyens nécessaires pour subvenir à la dépense.....	7
Chapitre 4 : Les dispositions relatives à l'intervention de l'ASA.....	8
Article 17 Règlement de service.....	8
Article 18 Charges et contraintes supportées par les membres.....	8
Article 19 Division foncière.....	8
Article 20 Propriété et entretien des ouvrages.....	9
Chapitre 5 : Modification des statuts – Dissolution.....	9
Article 21 Modification statutaire de l'Association.....	9
Article 22 Agrégation volontaire.....	9
Article 23 Dissolution de l'Association.....	9



Introduction : Historique de l'ASA

Anciennement, les terres appartenant aux Domaines dits Mas de Paul, Mas de Raillon, Mas de Saint Martin, Mas de Gouin et Mas de Pilliers étaient essentiellement constituées par un vaste pâturage comportant des dépressions ou cuvettes qui, alimentées seulement par les seules eaux pluviales, étaient presque toujours à sec et étaient utilisées pour la nourriture des troupeaux ovins.

Vers 1584, l'arrivée des eaux de la Durance par le Canal de Craponne, et surtout le développement de l'irrigation vers la fin du XVI^{ème} siècle, provoquaient la création de marais dans les bas-fonds par suite des infiltrations et des pertes d'eau des fossés d'irrigation.

Les premiers, en 1598, les frères Paul, propriétaires du domaine qui porte leur nom, établissent un fossé (dit fossé Christol, aujourd'hui roubine du Mas de Paul) pour évacuer les eaux qui s'accumulaient dans leur propriété et les rejeter dans les terrains inférieurs des paluds de Saint Martin. Ce creusement entraîne la nécessité de creusement d'un fossé d'évacuation aval, le Canal de la Chapelette (vers 1626). Une transaction effectuée le 29 décembre 1636 devant Maître Blanc, notaire à Arles, motive la création, le 10 août 1661, d'une Association entre les propriétaires intéressés : l'Association de la Roubine de la Chapelette. Au début du XIX^e siècle, les Statuts de l'Association sont rattachés au Décret de Prairial an XIII.

La surface des terres engagées dans l'Association en 1661 était d'environ 256 hectares. Il fut cependant reconnu très tôt et à plusieurs reprises depuis lors, que la surface bénéficiant réellement de l'activité de l'Association, surface correspondant au bassin versant, était bien plus importante. Bien plus, de nouveaux aménagements ont été réalisés : écoulement des eaux urbaines (Commune d'Arles puis de Saint-Martin-de-Crau), écoulements des eaux de voiries (Etat).

Le 11 janvier 1947, un rapport des services de l'Etat préconisa une mise en conformité des Statuts de l'Association à la Loi du 21 juin 1865 sur les Associations Syndicales et son Décret d'Application du 18 décembre 1927, l'établissement d'un Périmètre Syndical correspondant au bassin versant, et le rachat par la Commune de Saint Martin de Crau de la Roubine de la Chapelette.

Seul le dernier point sera appliqué. S'appuyant sur l'avis de la Commission Centrale (réunions des 10 mars et 21 septembre 1951), l'Association de la Roubine de la Chapelette vote l'abandon de la Roubine de la Chapelette au profit de la Commune de Saint-Martin-de-Crau (délibération du 20 octobre 1951). La Commune de Saint-Martin-de-Crau décide la prise de propriété de la Roubine de la Chapelette (délibération du 27 octobre 1951). Le 18 novembre 1954, devant Maître Jean Martin-Raget, notaire à Arles, les propriétaires de la Roubine de la Chapelette vendent l'ouvrage à l'Association. Ce même jour, l'Association cède l'ouvrage à la Commune de Saint-Martin-de-Crau.

Le 23 mars 1966 est émis l'Arrêté Préfectoral autorisant la création de l'Association Syndicale Autorisée pour l'Assainissement du Bassin de la Chapelette, Association ayant pour but l'entretien et la gestion de 13 fossés d'assainissement des terres dont l'exutoire est le Roubine de la Chapelette. Il y est indiqué que la Commune de Saint-Martin-de-Crau, propriétaire de la Roubine de la Chapelette, autorise l'Association à y rejeter ses eaux d'assainissement.

L'Ordonnance 2004-632 du 1^{er} juillet 2004 et son Décret d'Application 2006-504 du 3 mai 2006 imposent une mise en conformité des Statuts du 23 mars 1966. Cette mise en conformité fait l'objet du présent document.

Chapitre 1 : Les éléments identifiants de l'ASA

Article 1 Constitution de l'Association syndicale

Sont réunis en Association Syndicale Autorisée (ASA) les propriétaires des terrains bâtis et non bâtis compris dans son périmètre syndical. La liste des terrains compris dans le périmètre est annexée aux présents statuts et précise notamment :

- les références cadastrales des parcelles syndiquées ;
- leur surface cadastrale et la surface souscrite si celle-ci est différente. Lorsque les surfaces souscrites sont différentes des surfaces cadastrales un plan de la parcelle sera annexé aux statuts et délimitera la partie souscrite.

Est également annexée aux statuts la liste des ouvrages dont l'ASA est responsable.

L'Association est notamment soumise à la tutelle du Préfet dans les conditions prévues par l'Ordonnance n° 2004-632 du 1^{er} juillet 2004 et son décret d'application n° 2006-504 du 3 mai 2006, ainsi qu'aux dispositions spécifiées dans les présents statuts et dans les règlements pris par elle (de service et/ou intérieur) lorsque ceux-ci existent.

L'Association est soumise également aux dispositions de la loi n° 2006-1772 du 30 décembre 2006 sur l'eau et les milieux aquatiques et tout texte réglementaire applicable aux Associations syndicales de propriétaires.

Article 2 Principes fondamentaux concernant le périmètre syndical

Conformément aux dispositions de l'Ordonnance du 1^{er} juillet 2004, les droits et obligations qui dérivent de la constitution de l'Association sont attachés aux immeubles ou parties d'immeubles compris dans le périmètre et les suivent, en quelque main qu'ils passent, jusqu'à la dissolution de l'Association ou la réduction du périmètre.

Les propriétaires membres ont l'obligation d'informer :

- les acheteurs éventuels des parcelles engagées dans l'Association des charges et des droits attachés à ces parcelles,
- les locataires de l'immeuble de cette inclusion et des servitudes afférentes.

Lors de la mutation d'un bien compris dans le périmètre d'une Association syndicale, avis doit être donné par le notaire, dans les conditions prévues à l'article 20 de la loi n°65-557 du 10 juillet 1965 fixant le statut de la copropriété des immeubles bâtis, à l'Association qui peut faire opposition dans les conditions prévues au dit article pour obtenir le paiement des sommes restant dues par l'ancien propriétaire

Toute mutation de propriété d'un immeuble inclus dans le périmètre doit, également, être notifiée au Président de l'Association par le notaire qui en fait le constat.

Toute propriété dont la mutation est intervenue avant le 1^{er} janvier de l'année en cours et non déclarée dans les formes susvisées avant le 31 janvier de la même année continuera d'être inscrite sur les rôles de l'Association au nom de l'ancien propriétaire membre, et ce dans le respect des dispositions de l'article 53 du décret du 3 mai 2006.

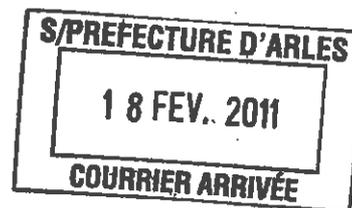
Article 3 Siège et nom

L'Association prend le nom d'Association Syndicale Autorisée pour l'Assainissement du Bassin de la Chapelette. Son siège est fixé au siège du Syndicat Mixte de Gestion des Associations Syndicales du Pays d'Arles.

Article 4 Objet/Missions de l'Association

L'Association a pour objet l'entretien et la gestion des canaux syndicaux désignés ci-après et cartographiés en annexe. Ces canaux syndicaux sont destinés à l'évacuation des eaux collectées à l'échelle de son périmètre syndical :

- Fossé de la Lieutenante ; longueur : 5 000 mètres linéaires,
- Roubine du Mas de Paul ; longueur : 900 mètres linéaires,
- Fossé du Mas de Mailly ; longueur : 2 500 mètres linéaires,
- Fossé de Regarde Venir ; longueur : 700 mètres linéaires,
- Fossé du Lion d'Or ; longueur 250 mètres linéaires,
- Fossé du Mas de Perrot ; longueur : 2 400 mètres linéaires,
- Fossé de Perrot ; longueur : 1 000 mètres linéaires,
- Fossé du Mas de Blache ; longueur : 1 400 mètres linéaires,
- Fossé de la Dynamite ; longueur : 3 400 mètres linéaires,
- Roubine du Mas de Pillier ; longueur : 1 900 mètres linéaires,
- Fossé de Rouvian ; longueur : 2 200 mètres linéaires



Les martellières positionnées sur les canaux syndicaux appartiennent à l'ASA et sont gérés par elle. Les canaux ne figurant pas au présent article sont des canaux privés et sont à la charge intégrale des propriétaires. Ces propriétaires assureront l'entretien et l'exécution des travaux nécessaires à leur bon fonctionnement.

A titre ponctuel et marginal, l'Association pourra accomplir certaines activités accessoires contribuant à l'accomplissement de son objet principal ou qui en sont le complément naturel.

Chapitre 2 : Les modalités de fonctionnement de l'ASA

Article 5 Organes administratifs

L'Association a pour organes administratifs l'Assemblée des Propriétaires, le Syndicat, le Président et le Vice-président.

Article 6 Modalités de représentation à l'Assemblée des Propriétaires

L'Assemblée des Propriétaires réunit les propriétaires dans le respect des dispositions suivantes :

Le minimum de surface qui donne droit à faire partie de l'Assemblée des Propriétaires est de 1 hectare. Les propriétaires n'atteignant pas individuellement ce seuil peuvent se réunir pour se faire représenter à l'Assemblée par un ou plusieurs d'entre eux à raison de un pour 1 hectare.

Chaque propriétaire a droit à autant de voix qu'il a d'hectares, sans que ce nombre de voix puisse dépasser 100.

Les propriétaires peuvent se faire représenter par des fondés de pouvoir qui peuvent être toute personne de leur choix. Le pouvoir est écrit et ne vaut que pour une seule réunion. Il est toujours révocable. Une même personne ne peut détenir plus de 3 pouvoirs.

Un état nominatif des propriétaires membres de l'Assemblée des Propriétaires avec indication des voix dont ils disposent est tenu à jour par le Président de l'ASA.

Le Préfet et les Communes sur le territoire desquelles s'étend le périmètre de l'Association, sont avisés de la réunion et peuvent participer ou se faire représenter à l'Assemblée des Propriétaires avec voix consultative.

Article 7 Réunion de l'Assemblée des Propriétaires et délibérations

L'Assemblée des Propriétaires, constituée conformément aux dispositions de l'article 6 ci-dessus, se réunit en session ordinaire une fois par an.

Les convocations à l'Assemblée sont adressées, par lettre simple, par fax, par courrier électronique ou remises en main propre, à chaque membre de l'Assemblée des Propriétaires, 15 jours au moins avant la réunion et indiquent le jour, l'heure, le lieu et l'ordre du jour de la séance.

En cas d'urgence ce délai de convocation peut être abrégé à 5 jours par le Président.

L'Assemblée des Propriétaires est valablement constituée quand le nombre total de voix des membres présents et représentés est au moins égal à la moitié plus une du total des voix de ses membres.

Si cette condition n'est pas remplie, une deuxième Assemblée est organisée dans les 15 jours qui suivent. Les dates et heures de la deuxième réunion pourront être mentionnées sur la première convocation. L'Assemblée délibère alors valablement, quel que soit le nombre de voix des membres présents et représentés.

L'Assemblée des Propriétaires peut se réunir en session extraordinaire dans les cas suivants :

- pour modifier les statuts de l'Association dans les cas prévus à l'article 39 de l'Ordonnance du 1er juillet 2004
- à la demande du Syndicat, du Préfet ou de la majorité de ses membres pour prendre des décisions qui relèvent de ses compétences (voir article 8 ci-dessous) sans attendre la date de la prochaine Assemblée ordinaire,
- à la demande du Préfet ou de la majorité de ses membres lorsqu'il s'agit de mettre fin prématurément au mandat des membres du Syndicat.

Toute délibération est constatée par un procès-verbal signé par le Président et indiquant le résultat des votes. Le texte de la délibération soumise au vote y est annexé. Le procès-verbal indique également la date et le lieu de la réunion. Il lui est annexé la feuille de présence. Ce procès verbal est conservé dans le registre des délibérations.

Les délibérations sont prises à la majorité des voix des membres présents et représentés.

En cas de partage de voix, sauf si le scrutin est secret, la voix du Président est prépondérante.

Le vote a lieu au scrutin secret à la demande d'au moins un tiers des personnes présentes dans la salle ayant voix délibérative selon l'article 6 des présents statuts ou à la demande du Président.

Article 8 Attributions de l'Assemblée des Propriétaires

L'Assemblée des Propriétaires élit en son sein les membres du Syndicat et leurs suppléants chargés de l'administration de l'Association.

Elle délibère sur :

- le rapport annuel d'activité de l'Association prévu à l'article 23 de l'Ordonnance du 1^{er} juillet 2004,
- le montant maximum des emprunts qui peuvent être votés par le Syndicat et les emprunts d'un montant supérieur.
- les propositions de modification statutaire, de modification de périmètre de l'ASA ou de dissolution, dans les hypothèses prévues aux articles 37 à 42 de l'Ordonnance du 1er juillet 2004.
- l'adhésion à une union ou la fusion avec une autre Association Syndicale Autorisée ou constituée d'office,
- toute question qui lui est soumise en application d'une loi ou d'un règlement.
- lors de l'élection des membres du Syndicat, le principe et le montant des éventuelles indemnités des membres du Syndicat, du Président et du Vice-président pour la durée de leur mandat.

Article 9 Composition du Syndicat

Le nombre de membres du Syndicat élus par l'Assemblée des Propriétaires est de 6 titulaires et de 6 suppléants. Les fonctions des membres du Syndicat durent 9 ans.

Le renouvellement des membres du Syndicat titulaires s'opère à raison de 2 tous les 3 ans. Les suppléants sont renouvelés à raison de 2 tous les 3 ans.

Les membres du Syndicat titulaires sont rééligibles, ils continuent d'exercer leurs fonctions jusqu'à l'installation de leurs successeurs.

Les modalités d'élection des membres du Syndicat par l'Assemblée des Propriétaires sont les suivantes : les membres du Syndicat sont élus au cours d'un scrutin à un tour à la majorité des voix des membres présents et représentés. En cas d'égalité pour le dernier poste à pourvoir, le choix entre les ex-æquo se fera par tirage au sort.

Pourra être déclaré démissionnaire par le Président, tout membre du Syndicat, qui sans motif reconnu légitime, aura manqué à 3 réunions consécutives.

Un membre titulaire du Syndicat qui est démissionnaire, qui cesse de satisfaire aux conditions d'éligibilité ou qui est empêché définitivement d'exercer ses fonctions est remplacé par un suppléant jusqu'à ce qu'un nouveau titulaire soit élu. Les membres du Syndicat élus en remplacement à cette occasion, le sont pour la durée restant à courir du mandat qu'ils remplacent.

L'organisme qui apporte à une opération une subvention d'équipement au moins égale à 15 % du montant total des travaux participe à sa demande, avec voix consultative, aux réunions du Syndicat pendant toute la durée de l'opération.

Si l'Assemblée des Propriétaires en a délibéré dans les conditions prévues à l'article 7 ci dessus, les membres du Syndicat peuvent recevoir une indemnité à raison de leur activité pour la durée de leur mandat.

Article 10 Nomination du Président et Vice-président

Lors de la réunion du Syndicat qui suit chaque élection de ses membres ceux-ci élisent l'un d'eux pour remplir les fonctions de Président et un autre en tant que Vice-président selon les conditions de délibération prévues à l'article 12 ci-dessous. Le Président et le Vice-président sont rééligibles.

Leur mandat s'achève avec celui des membres du syndicat.

Si l'Assemblée des Propriétaires en a délibéré dans les conditions prévues à l'article 7 ci dessus, le Président et le Vice-président peuvent recevoir une indemnité à raison de leur activité pour la durée de leur mandat.

Article 11 Attributions du Syndicat

Le Syndicat, outre les attributions pouvant être attribuées au titre de sa clause de compétence générale et sous réserve des attributions de l'Assemblée des Propriétaires, règle, par ses délibérations, les affaires de l'association syndicale. Il est chargé notamment :

- de délibérer sur les catégories de marché qui, en raison de leur nature ou du montant financier engagé, doivent lui être soumis pour approbation et celles dont il délègue la responsabilité au Président ;
- d'élire le Président et le Vice-président ;
- de délibérer sur les projets de travaux et leur exécution ;
- de délibérer sur le budget annuel et le cas échéant, le budget supplémentaire et les décisions modificatives ;
- de délibérer sur le rôle des redevances syndicales et les bases de répartition des dépenses entre les membres de l'Association ;
- de délibérer sur les emprunts dans la limite du montant fixé en Assemblée des Propriétaires ;
- de délibérer sur le compte de gestion et le compte administratif ;
- de délibérer sur la création des régies de recettes et d'avances dans les conditions fixées aux articles R. 1617-1 à R. 1617-18 du code général des collectivités territoriales ;
- éventuellement de délibérer sur les modifications du périmètre syndical dans les conditions particulières prévues aux articles 37 et 38 de l'Ordonnance du 1^{er} juillet 2004 et détaillées à l'article 21 des présents statuts ;
- de délibérer sur l'autorisation donnée au Président à agir en justice ;

Article 12 Délibérations du Syndicat

Les délibérations du Syndicat sont prises à la majorité des voix des membres présents. Elles sont valables lorsque plus de la moitié des membres y ont pris part. En cas de partage, la voix du Président est prépondérante.

Si après une première convocation, le quorum n'est pas atteint, le Syndicat est de nouveau convoqué dans un délai de 15 jours. Il délibère alors valablement sans conditions de quorum.

Aucun pouvoir ne peut être attribué en réunion du Syndicat.

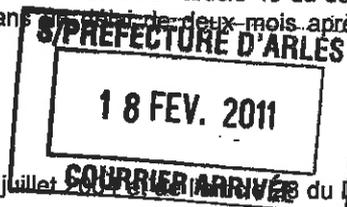
Les délibérations sont signées par le Président et un autre membre du Syndicat. La feuille de présence signée est annexée aux délibérations, qui sont conservées dans le registre des délibérations.

Conformément à l'article 40 du décret du 3 mai 2006, les actes transmissibles en vertu de l'article 40 du décret, qui n'ont pas fait l'objet d'une demande de modification, par le Préfet, dans un délai de deux mois après la transmission à l'autorité de tutelle, sont exécutoires.

Article 13 Attributions du Président

Conformément aux dispositions des articles 4 et 23 de l'Ordonnance du 1^{er} juillet 2004 et de l'article 40 du Décret du 3 mai 2006, le Président :

- prépare et exécute les délibérations de l'Assemblée des Propriétaires et du Syndicat ;



- certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire des actes pris par les organes de l'Association syndicale ;
- convoque et préside les réunions ;
- Il est son représentant légal ;
- Il est la personne responsable des marchés publics ;
- Il prend tous actes de préparation, de passation, d'exécution et de règlement des marchés de travaux, de fournitures et de services qui lui sont délégués par le Syndicat ;
- Il tient à jour l'état nominatif des Propriétaires des immeubles inclus dans le périmètre de l'Association ainsi que le plan parcellaire.
- Il veille à la conservation des plans, registres et autres documents relatifs à l'administration de l'Association qui sont déposés au siège social ;
- Il constate les droits de l'Association syndicale autorisée et liquide les recettes ;
- Il est l'ordonnateur de l'ASA ;
- Il prépare et rend exécutoires les rôles ;
- Il tient la comptabilité de l'engagement des dépenses
- Il est le chef des services de l'Association
- Il recrute, gère et affecte le personnel. Il fixe les conditions de sa rémunération. Le cas échéant, il élabore le règlement intérieur du personnel ;
- Le Président peut déléguer certaines de ses attributions à un directeur nommé par lui et placé sous son autorité.
- Le Président élabore un rapport annuel sur l'activité de l'Association et sa situation financière analysant notamment le compte administratif ;
- Par délégation de l'Assemblée des Propriétaires, il modifie les délibérations prises par elle lorsque le Préfet en a fait la demande. Il rend compte de ces modifications lors de la plus proche réunion de l'Assemblée des Propriétaires.
- Le Vice-président supplée le Président absent ou empêché.

Article 14 Commissions d'appel d'offres Marchés publics

Les règles du code des marchés publics applicables aux collectivités territoriales le sont également à l'Association ainsi que les dispositions de la loi n° 85-704 du 12 juillet 1985 relative à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée (Loi M.O.P.).

Une commission d'appel d'offres à caractère permanent est présidée par le Président et comporte les deux autres membres du Syndicat. Une commission spéciale peut aussi être constituée pour la passation d'un marché déterminé sur délibération du Syndicat qui détermine le nombre de membres. Les modalités de fonctionnement de ces commissions sont celles prévues par le Code des Marchés Publics pour les communes de moins de 3 500 habitants.

Peuvent participer, avec voix consultative, aux réunions de la commission d'appel d'offres : des personnalités désignées par le Président de la commission en raison de leur compétence dans la matière qui fait l'objet de la consultation (salarié de l'ASA, agent de l'Etat etc.) et lorsqu'ils y sont invités par le Président de la commission d'appel d'offres, le comptable public et un représentant du directeur général de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes.

Chapitre 3 : Les dispositions financières

Article 15 Comptable de l'Association

Les fonctions de comptable de l'Association syndicale autorisée sont confiées à un comptable direct du Trésor désigné par le Préfet sur proposition du Syndicat, après avis du trésorier-payeur général.

Le comptable de l'Association syndicale autorisée est chargé seul et sous sa responsabilité d'exécuter les recettes et les dépenses, de procéder au recouvrement de tous les revenus de l'Association ainsi que de toutes les sommes qui lui seraient dues, ainsi que d'acquitter les dépenses ordonnancées par le Président jusqu'à concurrence des crédits régulièrement accordés.

Article 16 Voies et moyens nécessaires pour subvenir à la dépense

Conformément au Décret en vigueur, le projet de budget de l'Association est proposé par le Président avant le 31 décembre et sera déposé au Siège de l'Association durant 15 jours. Le projet de budget accompagné d'un rapport explicatif du Président et, le cas échéant, des observations des intéressés est voté en équilibre réel par le Syndicat avant le 31 janvier de l'année en cours et transmis à l'autorité de Tutelle avant le 15 février.

Les recettes de l'ASA comprennent :

- Les redevances dues par ses membres ;
- Le produit des emprunts ;
- Les subventions de diverses origines ;
- Les recettes des conventions relatives aux activités accessoires de l'Association ;
- Les redevances diverses résultant des conventions d'occupation de ses propriétés dans le respect des missions de l'ASA ;

Ainsi que toutes les ressources prévues à l'article 31 de l'Ordonnance du 1^{er} juillet 2004 relative aux Associations Syndicales de Propriétaires.

Le montant des recettes annuelles devra permettre de faire face :

- Aux intérêts et aux annuités d'amortissement des emprunts restant dus ;
- Aux frais généraux annuels d'exploitation, d'entretien et de fonctionnement des ouvrages de l'Association ;
- Aux frais de fonctionnement et d'administration générale de l'Association ;
- Au déficit éventuel des exercices antérieurs ;
- A la constitution éventuelle de réserves destinées à faire face aux éventuels retards dans le recouvrement des cotisations dues par les membres, aux grosses réparations et au renouvellement des équipements.

Le recouvrement des créances de l'Association s'effectue comme en matière de contributions directes.

Les redevances syndicales sont établies annuellement et sont dues par les membres appartenant à l'Association au 1^{er} janvier de l'année de leur liquidation.

Les redevances annuelles feront l'objet d'un ou plusieurs appels de cotisation selon des modalités fixées par le Syndicat.

Les bases de répartition des dépenses entre les membres de l'Association tiennent compte de l'intérêt de chaque propriété à l'exécution des missions de l'Association et sont établies ou modifiées par le Syndicat.

Le mode de répartition ainsi défini s'applique aussi aux redevances spéciales relatives à l'exécution financière des jugements et transactions sauf décision contraire du Syndicat. Le membre bénéficiaire du jugement ou partie à la transaction n'est pas soumis à la redevance y afférente.



Chapitre 4 : Les dispositions relatives à l'intervention de l'ASA

Article 17 Règlement de service

Un règlement de service pourra définir les règles de fonctionnement du service. Sa rédaction initiale et ses modifications ultérieures feront l'objet d'une délibération du Syndicat.

Il sera transmis pour information à l'ensemble des propriétaires.

Article 18 Charges et contraintes supportées par les membres

Les contraintes résultant des travaux et ouvrages de l'Association tant pour leur création que pour leur fonctionnement font partie des obligations au sens de l'art. 3 de l'Ordonnance du premier juillet 2004 et de l'article 28, sur le régime des servitudes d'établissement, d'aménagement, de passage et d'appui prévues aux articles L 152-1 à L 152-23 du code rural et à l'article L 321-5-1 du code forestier.

Il s'agit notamment des obligations suivantes :

- L'ASA dispose d'une servitude d'établissement des ouvrages qu'elle exploite sur les terrains inclus dans son périmètre.
- Dans la bande de 4 mètres incluse dans la largeur statutaire de la servitude de passage, toute construction, toute élévation de clôture fixe, toute plantation à l'intérieur des zones soumises à la servitude doivent, pour l'application du premier alinéa de l'article L152-8, faire l'objet d'une demande d'autorisation adressée au Préfet par lettre recommandée avec demande d'avis de réception ;
- Aucune construction, ni clôture, ni plantation, ni affouillement, ni exhaussement, ne pourront être mis en œuvre à moins de 4 m de part et d'autre de la rive du canal à partir du pied de butte, sans avoir obtenu l'accord de l'Association.
- Les propriétaires riverains des canaux à ciel ouvert devront laisser libre une bande de 4 m à compter du pied de butte du canal pour permettre le passage pour des agents de l'Association et le passage des engins mécaniques et à cette fin, seront tenus de couper cannes, arbustes, saillis ou souches, se trouvant sur les berges. Ils doivent également permettre en certains endroits le dépôt des produits de curage et de faucardement. A ces endroits, la zone grevée de servitude peut atteindre le double de la largeur existant entre les berges opposées du canal reprofilé.
- Tout propriétaire, qui pour des commodités personnelles, souhaite modifier le tracé d'un canal ou intervenir de quelque manière que ce soit sur un ouvrage de l'Association devra saisir le Président par écrit. Celui-ci peut s'opposer à la réalisation des travaux en raison des contraintes de service ou de respect de la réglementation en vigueur, notamment au titre de la loi sur l'eau. Dans le cas contraire, le Président donne des préconisations que le propriétaire sera tenu de respecter.
- Le propriétaire est responsable des dégradations des installations hydrauliques mises à sa disposition par l'Association autres que celles résultant soit de l'usage préconisé par l'ASA soit de la vétusté, et il est tenu d'en faire les réparations à ses frais conformément aux prescriptions du Syndicat.
- Tout projet de construction inclus dans le périmètre associatif doit être transmis au Syndicat qui s'assurera que le projet respecte les servitudes imposées par les textes, notamment les articles 28 de l'ordonnance susvisée et 45 du décret d'application, les présents statuts et/ou le règlement de service.
- Toutes autres règles nécessaires à la protection des ouvrages de l'ASA ainsi que les modalités de mise en œuvre pourront être définies par le Syndicat dans un règlement de service.

Article 19 Division foncière

En cas de division foncière la division ne pourra se faire que dans le respect des ouvrages associatifs (propriété et/ou gestion). L'accès à l'eau devra être maintenu à toutes les parcelles issues de la division, les frais devant incomber à celui qui est à l'initiative de la modification parcellaire.

Tout projet concernant un terrain inclus dans le périmètre associatif et qui doit faire l'objet d'une division devra être autorisé par le Syndicat, qui s'assurera que ledit projet conserve l'accès à l'eau dévolu à la parcelle d'origine.

Article 20 Propriété et entretien des ouvrages

L'Association syndicale autorisée est propriétaire des ouvrages qu'elle réalise en qualité de maître d'ouvrage dans le cadre de son objet statutaire et, à ce titre, en assure l'entretien.
L'entretien des ouvrages hydrauliques non listés à l'article 4 des présents statuts est à la charge des propriétaires riverains concernés.

Chapitre 5 : Modification des statuts – Dissolution

Article 21 Modification statutaire de l'Association

Les modifications statutaires autres que celles portant sur son objet ou sur le périmètre syndical (extension, distraction) font l'objet d'une délibération de l'Assemblée des Propriétaires convoquée en session extraordinaire à cet effet puis sont soumises à l'autorisation du Préfet.

Les modifications de l'objet ou du périmètre de l'Association sont soumises aux conditions fixées par les articles 37 et 38 de l'Ordonnance du 1^{er} juillet 2004 et les articles 67 à 70 du décret du 3 mai 2006.

L'Assemblée des Propriétaires qui se prononce sur les propositions de modification de l'objet ou du périmètre de l'Association est composée par l'ensemble des propriétaires membres de l'Association, y compris ceux ne siégeant pas à "l'Assemblée des Propriétaires" organe de l'Association au sens de l'article 18 de l'Ordonnance du 1^{er} juillet 2004.

Article 22 Agrégation volontaire

Lorsque la modification du périmètre porte sur une surface inférieure à 7% de la superficie incluse dans le périmètre de l'Association la procédure est la suivante :

- l'extension peut être proposée par le Syndicat, le quart des propriétaires membres, une collectivité territoriale sur le territoire de laquelle s'étend le périmètre de l'ASA, par le Préfet du Département où l'Association a son siège ou par les propriétaires des immeubles qu'il est proposé d'inclure dans le périmètre
- l'adhésion, par écrit, de chaque propriétaire des immeubles susceptibles d'être inclus dans le périmètre doit être recueillie
- à la demande de l'autorité administrative, l'avis de chaque commune intéressée doit être recueilli par écrit.

Article 23 Dissolution de l'Association

L'Assemblée des Propriétaires qui se prononce sur la dissolution de l'Association est composée par l'ensemble des propriétaires membres de l'Association : il s'agit de l'Assemblée constitutive.

L'Association peut être dissoute lorsque la majorité des propriétaires représentant au moins les deux tiers de la superficie des propriétés ou les deux tiers des propriétaires représentant plus de la moitié de la superficie des propriétés se sont prononcés favorablement à la dissolution.

Les conditions dans lesquelles l'Association est dissoute ainsi que la dévolution du passif et de l'actif sont déterminées soit par le Syndicat, soit, à défaut, par un liquidateur nommé par l'autorité administrative. Elles doivent tenir compte des droits des tiers et sont mentionnées dans l'acte prononçant la dissolution. Les propriétaires membres de l'Association sont redevables des dettes de l'Association jusqu'à leur extinction totale. Les dettes peuvent être prises en charge par une collectivité territoriale ou un organisme tiers selon des modalités à fixer dans l'arrêté de dissolution.

Annexe : Liste des terrains inclus dans le périmètre et cartographie des ouvrages



